



FR

CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

ANNEXE 2

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République de Madagascar pour 2023

Document d'action Faritra Arovana Mirindra - Aires Protégées gérées de façon harmonieuse

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement IVCDI – Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'action

1. Titre CRIS/OPSYS Acte de base	Faritra Arovana Mirindra - Aires Protégées gérées de façon harmonieuse Référence OPSYS : ACT- 62224 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI – Europe dans le monde)
2. Initiative «Équipe Europe» (TEI)	Oui, TEI Pacte vert - Madagascar
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant: 1. République de Madagascar (Système des Aires protégées de Madagascar) 2. Aires protégées terrestres et marines géographiquement ciblées (notamment sur zones d'interventions UE précédentes)
4. Document de programmation	Programme Indicatif Pluriannuel (PIP) 2021-2027 - Madagascar
5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés	Ce Programme contribue principalement au Domaine Prioritaire 3 : Pacte vert et notamment : OS1. Lutter contre la dégradation de l'environnement et conserver la biodiversité R 1.1 Les aires protégées terrestres considérées, et leurs zones périphériques sont aménagées et gérées de façon durable. R 1.2 Les aires marines protégées considérées, et leurs zones périphériques sont aménagées et gérées de façon durable. OS2. Augmenter les productions agricoles (agri-sylvo-pastoralisme et ressources halieutiques) en quantité, valeur et qualité, selon des pratiques soutenables. R 2.2 Le capital ligneux des terroirs est augmenté (arborisation et gestion de feux). R 2.3 La création de revenus basés sur l'utilisation durable des ressources naturelles est développée. OS3. Promouvoir de meilleures conditions de vie et des moyens d'existence des terroirs ciblés. R 3.3 La résilience des populations et des systèmes de production face aux adversités est améliorée.

DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES				
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Lutte contre la dégradation de l'environnement et conservation de la biodiversité (code CAD 410) ODD 13-14 et 15).			
7. Objectifs de développement durable (ODD)	<p>ODD principal : 15 - Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité</p> <p>Autres ODD importants:</p> <p>ODD 14 - Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable</p> <p>ODD 1 - Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde</p> <p>ODD 6 - Garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable</p> <p>ODD 13 - Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions</p> <p>ODD 5. Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles</p> <p>ODD 10. Réduire les inégalités</p> <p>ODD 16. Paix, justice et institutions efficaces</p>			
8. a) Code(s) CAD	<p>410 – Protection de l'Environnement Général (41010 ; 41030 ; 41040 ; 41081 ; 41082) (75 %)</p> <p>43040 – Développement rural – Multisecteurs (25 %)</p>			
8. b) Principal canal d'acheminement	Multilateral organisations – 40000			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input checked="" type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Éducation <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif général @	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif

				princi pal
	Diversité biologique @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et balises	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif important	Objec tif princi pal
	Transformation numérique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences numériques services numériques	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
	Connectivité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
	Migration	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire : 14.020122 Coût total estimé : 35 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 35 000 000 EUR L'action s'inscrit dans le cadre de la TEI « Pacte Vert », particulièrement son OS1 : « Lutter contre la dégradation de l'environnement et conserver la biodiversité ». Effort auquel contribuent notamment l'Allemagne, la France et l'Union européenne (UE). Le montant global indicatif estimé au moment de la présentation de cette action est de 549 190 000 EUR (contributions indicatives : Allemagne 197 750 000 EUR, France 112 000 000 EUR, UE 241 440 000 EUR).			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Type de financement¹	Gestion indirecte avec l'entité à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.1			

¹ Article 27 du règlement IVCDI – Europe dans le monde.

1.2 Résumé de l'action

La présente action Faritra Arovana Mirindra - Aires Protégées gérées de façon harmonieuse (FAMINDRA) cadre avec la composante « pacte vert » du Global Gateway et constitue l'initiative phare de l'Union européenne en appui aux aires protégées et à la biodiversité de Madagascar et plus largement, aux secteurs de l'environnement et du développement durable. Elle vise à améliorer la gestion durable et inclusive des ressources naturelles terrestres et marines à Madagascar, avec des retombées positives sur les systèmes productifs des espaces ruraux, qui bénéficieront des services écosystémiques offerts par les aires protégées (AP). Elle est en phase avec l'atteinte d'objectifs nationaux, s'inscrit pleinement dans l'initiative « Madagascar Ile verte » et des axes 8 et 10 de la Politique Générale de l'Etat (tourisme et gestion durable et conservation des ressources naturelles) et sera mise en œuvre dans l'esprit « Equipe Europe », dont la valeur ajoutée commune dans l'appui à l'environnement du pays est historique et serait ainsi d'autant plus significative d'un point de vue financier et stratégique. Elle s'inscrit également dans le cadre des négociations en cours du processus d'approfondissement de l'Accord de Partenariat Economique (APE) avec l'Afrique Orientale et Australe (y compris Madagascar).

L'action sera mise en œuvre à travers une convention avec une entité de mise en œuvre d'un montant total de 35 millions d'euros, et reposera sur trois piliers fondamentaux : (i) un appui au fonctionnement du réseau d'aires protégées via la Fondation pour les Aires Protégées et la Biodiversité de Madagascar (FAPBM) incluant une contribution au fonds d'urgence (lutte contre les feux et catastrophes) impliquant les zones protégées ; (ii) un appui à 4 à 6 aires protégées ciblées et stratégiquement choisies via un renforcement de leurs activités et investissements au bénéfice de la biodiversité et des communautés riveraines ; (iii) une assistance technique et des interventions visant la durabilité des actions via le renforcement de compétences et l'appui institutionnel aux acteurs de la conservation de la biodiversité.

Son appui global direct au système des aires protégées de Madagascar (SAPM) prendra en charge le fonctionnement des aires protégées (à titre indicatif 70 en 2023 sur les 123 existantes). L'action se focalisera par ailleurs sur des AP terrestres ciblées, en particulier dans les régions des Hautes Terres Sud, du Sud Est et du Sud de Madagascar constituant le corridor forestier oriental ² ainsi qu'une ou plusieurs aires marines protégées (AMP) présentant des fonctions vitales de reproduction des espèces halieutiques et la protection d'espèces endémiques et menacées. Afin d'assurer une efficacité et une durabilité des interventions, l'action prévoit également de mobiliser des appuis au renforcement de capacités et à l'accompagnement de l'ensemble des acteurs concernés par la mise en œuvre, dans une vision de long terme.

A travers les choix géographiques des AP ciblées, l'action renforce la cohérence géographique avec les programmes en cours Talaky Be ³ et Nexus « humanitaire-développement-paix » (Nexus H-D-P) et présente des finalités convergentes⁴. Elle capitalise et met à l'échelle, les expériences antérieures de l'appui de l'UE aux aires protégées et à l'environnement *lato sensu*, et pourra mobiliser l'expérience des Etats membres dans les appuis aux fonds de conservation innovants.

Outre les liens institutionnels avec le ministère de l'environnement et du développement durable et ses démembrements régionaux et locaux, le ministère de l'économie et des finances et les autres ministères sectoriels concernés, sa mise en œuvre reposera sur des acteurs principaux reconnus dans la coopération européenne : la FAPBM et le réseau de l'association « Madagascar National Parks » (MNP), toutes deux entités officiellement reconnues d'utilité publique. L'appui est prévu d'être principalement réalisé à travers une convention de contribution avec une entité compétente et positivement évaluée dans le secteur et les domaines d'intervention. L'action entend également avoir un impact sur la réduction des inégalités sociales causées par la dégradation de l'environnement. L'action contribuera aussi au Plan d'Action Genre III (GAP III) 2021-2025⁵ de l'UE visant les

² Cf. Larger than Lemurs (2023, en cours de revision) , carte Key Landscape of Conservation and Development (KLDC), https://visioterra.fr/KLCDViewer_v1/data/KLCD/KLCD_Madagascar_KLCDs_D_v1_EN.jpeg

³ Talaky Be - Adaptation de l'agriculture au changement climatique et renforcement de la résilience des communautés rurales du sud-est de Madagascar

⁴ https://international-partnerships.ec.europa.eu/document/a0c917a4-b757-40c9-a71a-f8001db70d9d_fr , fichier C_2022_9485_F1_ANNEX_FR_V1_P1_2390470.PDF

⁵ https://myintracomm.ec.europa.eu/dg/INTPA/thematic-activities/gender-equality/Documents/2_GAP_III_Joint_Staff_v3_rotated.pdf https://myintracomm.ec.europa.eu/dg/INTPA/thematic-activities/gender-equality/Documents/1_GAP_III_Joint_Communication_draft_v6.pdf

domaines d'engagements thématiques « Promouvoir les droits économiques et sociaux et l'autonomisation des filles et des femmes » et « Relever les défis et exploiter les possibilités offertes par la transition verte et la transformation numérique » dans les zones tampons et périphériques des AP ciblées.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Le Pacte vert constitue une priorité politique de l'UE (cf. Global Gateway) qui converge avec la composante « Madagascar île verte » du « Plan Emergence Madagascar ». Troisième domaine prioritaire identifié dans le cadre du PIP 2021-2027, il a pour objectif, à travers la protection de l'environnement et l'adaptation et lutte contre le changement climatique, de promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle d'une population rurale sans cesse croissante et attirée par les villes.

A l'échelle globale, l'importance d'un réseau d'aires protégées écologiquement représentatives, bien reliées et équitablement gérées a été soulignée par l'adoption historique du « Cadre Mondial de la Biodiversité de Kunming-Montréal » en décembre 2022, pour lequel l'Union Européenne a joué un rôle clé. Ce cadre global est traduit au niveau pays par une Stratégie et Plans d'Action Nationaux pour la Biodiversité de Madagascar de 2015-2025. Celui-ci identifie le financement pérenne et la gestion efficace comme les principaux défis du Système des Aires Protégées de Madagascar (SAPM). Les aires protégées terrestres et marines concentrent un potentiel significatif de stockage de carbone et de contribution à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, dans la ligne de l'Accord de Paris. Leurs contributions figurent dans les contributions déterminées au niveau national (CDN) du pays, y compris le renforcement de la protection naturelle et réduction de la vulnérabilité des zones côtières, littorales et marines affectées par l'érosion côtière et le recul du trait de côte progrès (Menabe, Boeny, Sud-Ouest et Est). Le développement des aires marines protégées garantissent la reproduction des espèces tant exploitées en pêche traditionnelle qu'en pêche industrielle. La biodiversité de Madagascar et la reconnaissance de ses produits de niche offrent également un potentiel de développement de chaînes de valeur vertes (agriculture biologique, produits de terroir, miel, épices, cacao, etc.) sur le plan des échanges commerciaux. A l'échelle locale, les services écosystémiques fournis par les forêts et les aires protégées à Madagascar garantissent la durabilité du socle productif, notamment pour la fourniture en eau, et pour l'agriculture, qui constitue encore l'activité principale pour plus de 70 % de la population rurale. Avec un taux de pauvreté de 80,9 % au niveau national, encore plus élevé en milieu rural, l'agriculture, l'élevage et la pêche jouent un rôle majeur dans l'économie rurale et l'alimentation des bassins de consommation des villes. Une part importante de la population, notamment ceux n'ayant pas accès à des opportunités offertes par d'autres secteurs, dépendent aussi fortement des ressources naturelles à travers le prélèvement de produits forestiers et la pêche, ainsi que des activités minières artisanales. Ces activités sont ainsi concentrés en périphérie des lambeaux de massifs forestiers restants et le long des zones littorales, dont les aires protégées, et font partie des 40 % les plus vulnérables à l'échelle du pays.

On estime que les ressources naturelles renouvelables (terres agricoles, pâturages et les aires protégées) représentent 92 % de la valeur totale du stock de capital naturel de Madagascar en 2014 (Programme WAVES, 2014). Ce capital connaît cependant une détérioration alarmante : Madagascar a perdu près de la moitié de ses forêts en 50 ans et le phénomène s'accélère : 3,27 millions d'hectares de forêt ont disparu de 2013 à 2017, faisant de Madagascar le 4^{ème} pays au monde en perte de couverture arborée. A cette accélération en termes de superficies, confirmé en 2022 avec une recrudescence des incendies de forêts, s'ajoutent les effets du trafic illégal de bois précieux écrasant les forêts naturelles et les trafics de faune sauvage, générant des déséquilibres importants sur les écosystèmes et à l'origine de l'extinction de nombreuses espèces endémiques, dont une large part non encore identifiée par la communauté scientifique. La destruction des biomes et les effets du changement climatique, (adversités vis-à-vis desquelles Madagascar fait partie des pays les plus exposés⁶), sont également mentionnés dans un rapport du World Wildlife Fund (WWF) de 2022⁷, qui signale une situation préoccupante de disparition des espèces. Les impacts climatiques comprennent également une fréquence accrue des inondations et des tempêtes tropicales, mais aussi des sécheresses, qui ont un impact dévastateur sur la production agricole et les moyens de

⁶ Madagascar est classé 162^{ème} sur 182 pays en termes de résilience et de préparation au changement climatique (Global Adaptation Index GAIN)

⁷ https://www.wwf.fr/sites/default/files/doc-2022-10/LPR%202022%20VFINAL_Page_pageBD.pdf

vie des populations. L'intervention étatique pour contenir ces dégradations est limitée en raison d'une faible priorisation sur l'agenda politique, comme en témoignent les faibles dotations dans les lois de finances allouées au ministère en charge de l'environnement, la suspension depuis plusieurs années de la signature des délégations de gestion des nouvelles aires protégées, et le caractère mineur du secteur dans l'arbitrage intersectoriel.

Madagascar a signé et ratifié la plupart des instruments internationaux relatifs à la protection des droits humains y compris la convention internationale relative aux droits des personnes en situation de handicap (CRDPH) en 2014. En outre, l'État a concrétisé cette initiative via l'adoption du plan national d'inclusion de handicap (PNIH), en 2015⁸.

Malgré ces avancées, il y a une absence de progrès en termes de développement humain et de réduction de la pauvreté. Madagascar est également en retard par rapport à l'égalité de genre. Les violences basées sur le genre demeurent récurrentes. Le taux d'intégration des femmes dans les instances décisionnelles reste très faible. En 2018, quatre filles de moins de 18 ans sur dix étaient mariées, l'un des taux les plus élevés du monde⁹. Des inégalités entre hommes et femmes perdurent dans la législation, notamment en matière de succession, d'accès au foncier et d'accès au crédit¹⁰.

Par ailleurs, les femmes et les filles sont en première ligne de l'urgence climatique, étant souvent plus vulnérables aux catastrophes liées au climat¹¹.

Les femmes rurales sont considérées comme les plus dépendantes de ces ressources (ressources naturelles) pour satisfaire leurs besoins de base (énergie, habitat, alimentation, santé) et fournir les matières premières pour leurs activités productives (artisanat, commerce des produits de collecte et issus d'un processus de transformation). La perte remarquable de la biodiversité dans les forêts ainsi que la baisse de la production agricole ont une incidence directe sur leur niveau de revenu, sur leur sécurité alimentaire et celle de leur famille. Les femmes sont aussi des agents du changement car elles possèdent des connaissances et des compétences spécifiques leur permettant de contribuer efficacement à l'adaptation au changement climatique et à son atténuation¹².

L'Union européenne a accumulé une expérience importante dans le secteur, à travers :

- Les programmes thématiques « environnement » (ex : appuis à la constitution de plusieurs parcs nationaux, développement d'approches d'aménagements sylvicoles, développement d'alternatives en périphérie des aires protégées, appuis à l'adoption d'outils de budgétisation fondée sur les résultats au niveau des administrations en charge des ressources naturelles, etc.),
- Les programmes du 10^{ème} FED/PIN (ex : l'appui au développement du cadre réglementaire sur le bois-énergie et les débuts de développement de techniques améliorant le rendement énergétique),
- Les programmes du 11^{ème} FED/PIN (ex : appuis institutionnels aux trois ministères en charge des secteurs du développement rural, dynamisation de la plateforme de concertation sur l'environnement, intégration de l'aménagement des bassins versants dans les programmes de développement rural, etc.).
- Les programmes régionaux y compris les programmes « INTERREG » (mise en cohérence des droits coutumiers et de la législation dans les pratiques de chasse – SWM, intégration conservation/développement dans les zones humides – BIOPAMA, actions ciblées sur les Zones Clés de Biodiversité – CEPF cofinancé par l'UE, développement des outils de suivi dans les aires protégées – JRC/BIOPAMA, etc.).

En outre, l'action en cours sur le Pacte vert dans le Sud de Madagascar inclut une composante sur la zone verte du projet Talaky Be (avec l'AFD), dans la région Anosy, combinant la conservation d'une zone potentielle de nouvelle aire protégée à des activités de développement agricole en périphérie.

Sur le plan européen, l'environnement, dont l'appui aux aires protégées constitue un domaine où la coopération des États membres de l'UE présents à Madagascar, notamment l'Allemagne (programmes PAGE-GIZ, projets

⁸ <https://instat.mg/p/rgph-3-rapport-thematique-theme-14-situations-des-personnes-vivant-avec-un-handicap-a-madagascar>

⁹ https://international-partnerships.ec.europa.eu/system/files/2022-01/mip-2021-c2021-9059-madagascar-annex_fr.pdf

¹⁰ CLIP Madagascar : <https://capacity4dev.europa.eu/library/clip-madagascar>

¹¹ <https://news.un.org/fr/story/2022/03/1116302>

¹² CLIP Madagascar : <https://capacity4dev.europa.eu/library/clip-madagascar>

AGIRAP et FI-KfW¹³) et la France (Projets KOBABY, PADAP, TALAKY-AFD, ¹⁴etc.) ont un poids historique et financier importants. Le déploiement d'actions en « Equipe Europe » dans l'appui au système des aires protégées permet une capitalisation et une mise à l'échelle de ces actions ponctuelles antérieures et constitue une valeur ajoutée réelle sur les plans politique, stratégique et opérationnel à travers une convergence de moyens et d'économie d'apprentissage permettant des mises en œuvre plus rapides.

Madagascar a ratifié la plupart des conventions liées à l'environnement et recensait un certain nombre de forêts sous protection avec divers statuts hérités de la royauté et de la période coloniale. La constitution des premières aires protégées « formelles » date des programmes environnementaux appuyés par la Banque Mondiale à la fin des années 90 avec l'adoption de la loi sur le transfert de gestion (GELOSE). L'extension des aires protégées s'est cependant véritablement accélérée suite aux engagements pris au V^{ème} Congrès mondial sur les parcs naturels à Durban (2003), avec un triplement des superficies sous protection, largement atteint grâce au développement du réseau de Madagascar National Parks (MNP). Le congrès de Sydney (2014) a ciblé le triplement de la surface des zones marines protégées d'ici 2025. Le système d'aires protégées de Madagascar (SAPM), réglementé par le code des aires protégées (COAP), totalise actuellement 123 AP terrestres et marines couvrant 7 612 346 ha, dont 101 AP terrestres couvrant 10,8 % de la superficie terrestre du pays, et 22 aires protégées marines couvrant 11,8 % des mers côtières (Livre Blanc sur les AP, 2022¹⁵).

Si malgré des initiatives ponctuelles, un projet de fonds forestier national (FFN) appuyé par le Système des nations unies (SNU) n'a pas encore pu se concrétiser, une fondation pour les aires protégées et la biodiversité de Madagascar (FAPBM) existe et fonctionne depuis 2005, sous un statut d'organisme de financement reconnu d'utilité publique, créé à l'initiative de l'Etat Malgache. La fondation a pu développer depuis son capital, porté à 138 MUSD début 2022. Les intérêts servent à prendre en charge une partie substantielle des dépenses de fonctionnement d'AP (40 actuellement avec perspective de passer à 64 courant 2023). La FAPBM gère également des fonds d'amortissement et d'investissement, caractérisés par des mandats de gestion répondant à des montages de type « approche projet ». Les contributeurs majoritaires actuels du fonds sont les Etats Membres de l'UE et leurs agences : Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) à hauteur de 61,3 %, le gouvernement français de 10,5 %, l'Agence Française de Développement (AFD) de 7,8 %, le GEF de 7,2 %, la Banque Mondiale de 5,37 %, Conservation International de 5,37 % (Rapport 2021 de la FAPBM). Ce fonds fait partie d'un pool de fonds fiduciaires innovants, évalués positivement par l'AFD en 2022.

La présente action se focalise sur la lutte contre la dégradation de l'environnement et conservation de la biodiversité (code CAD 410, ODD 13-14 et 15) tel que prévu dans le MIP 2021-2027, en se concentrant sur l'appui global au fonctionnement du système des aires protégées, ainsi qu'à certaines aires protégées ciblées selon les critères de cohérence territoriale, d'importance des services écosystémiques, de concentration géographique des appuis de l'UE. Pour asseoir de manière encore plus forte la durabilité de ces appuis (la contribution à la FAPBM va déjà dans ce sens), l'action prévoit des appuis institutionnels, des éléments de renforcement de capacités et de coordination.

La présente action est complémentaire à l'action « Pacte vert » approuvée dans le cadre du plan d'action annuel 2022 (PAA)¹⁶, via la composante d'appui aux AP terrestres du corridor forestier longeant le Sud-Est et le Sud de Madagascar auquel appartient le projet de NAP de Beampingaratse, objet de la composante Talaky Be (avec AFD). Outre le capital irremplaçable en terme de biodiversité (taux élevé d'endémicité), la préservation de ces couverts forestiers est une condition incontournable pour l'économie en eau de grands terroirs et bassins versants du Grand Sud de Madagascar, caractérisés par des sécheresses récurrentes et par conséquence, pour l'économie du développement, les migrations internes et la prévention des conflits. La planification des interventions prendra

¹³ KfW : Kreditanstalt für Wiederaufbau : *Établissement de crédit pour la reconstruction*

¹⁴ PAGE : Programme d'Appui à la gestion Environnementale, AGIRAP : Appui à la Gestion Intégrée du Réseau des Aires Protégées de MNP, FI-KfW: Fonds d'Investissement 2022 de la KfW, KOBABI : Projet de renforcement des aires protégées et de développement local dans la région Diana, PADAP: Promouvoir une agriculture durable par l'approche paysage; TALAKY: Conservation et valorisation des forêts, Intensification et diversification écologique de l'agriculture, Aménagement concerté durable

¹⁵ Version courte : <https://www.fapbm.org/app/uploads/2022/10/Nos-aires-protgees-sont-vitales-pour-notre-developement-Livre-blanc-FR.pdf>

¹⁶ C(2022) 9485 du 12.12.2022

en compte au cas par cas, les synergies et opportunités à développer avec les autres programmes en cours, notamment dans les secteurs routier (menaces et opportunités pour les AP), énergie, et formation professionnelle.

2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes:

Les coûts de gestion annuels moyens des aires protégées du SAPM varient entre 4 USD et 10 USD/ha, selon les estimations et les typologies d'AP avec un coût à l'hectare légèrement inférieur pour les AMP, soit, considérant les 7,6 millions d'hectares d'aires protégées, un coût d'environ 76 millions USD/an pour l'ensemble du réseau (selon des estimations de la Banque Mondiale, FAPBM, MNP), alors que les ressources financières issues de l'écotourisme et des autres types de valorisation sont infimes – et fluctuantes, comme constaté au cours de l'épidémie COVID –, sauf pour une dizaine de parcs phares. De façon encore trop méconnue, les investigations récentes (livre blanc FAPBM) sur l'intérêt à « investir » dans la préservation des AP (min 76 Millions USD /an) indiquent que la valeur économique estimée du maintien de tous les services rendus par ces AP à l'échelle globale a été évaluée à 572 millions USD/an. Avec des contributions moyennes des partenaires de l'ordre de 50 à 60 millions USD annuels (incluant des appuis spécifiques à la biodiversité), le gap de financement de base pour l'ensemble des AP se monte à plus de 16 millions USD/an. C'est ainsi que l'orientation stratégique de la Stratégie et Plan National pour la Biodiversité de Madagascar pour l'atteinte de la cible 11 du cadre d'Aichi (la cible relative aux aires protégées) est focalisée sur la mise en place de mécanismes de gestion et de financement durable.

Sur le plan institutionnel, il est constaté une faiblesse des institutions publiques et parapubliques existantes, malgré l'émergence d'initiatives intéressantes telles que les fonds de la FAPBM bien intégrés dans des réseaux internationaux (source : <https://www.afd.fr/fr/ressources/evaluation-des-contributions-de-la-fd-et-du-ffem-des-fonds-fiduciaires-de-conservation-de-la-biodiversite-2005-2019>). La stratégie nationale (Plan Emergence Madagascar) avait beaucoup misé sur le tourisme en tant que levier de réduction de la pauvreté et de conservation de la biodiversité, mais ce secteur a montré sa vulnérabilité et ses limites au cours de la pandémie de COVID. La fragilisation des institutions en charge de la conservation s'est concrétisée par, d'une part l'absence de recettes touristiques, qui contribuaient jusqu'à plus de 10% du fonctionnement du réseau d'aires protégées de Madagascar National Parks. D'autre part, cette institution a subi un anéantissement des contributions nationales convenues dans le fonctionnement de ces fonds, à l'instar de la contribution au fonctionnement de Madagascar National Parks de 2019 à 2022, alors que des réformes drastiques d'optimisation de coûts de fonctionnement ont déjà été mises en place. Concernant les ressources humaines, pour référence, Madagascar disposait en 2021 de 350 agents forestiers dans le pays, soit un agent pour couvrir 25 000 hectares. Les conditions de travail sont caractérisées par un fort niveau d'enclavement, des équipements minimaux et une insécurité croissante compte tenu de fortes pressions (mines artisanales, défrichements, trafics de ressources naturelles, etc.). Par ailleurs, la lutte contre des trafics de ressources naturelles organisés par des réseaux internationaux nécessite des appuis conséquents en matière de gouvernance. En outre, les déficits sur des compétences spécifiques peuvent être à l'origine de situations graves, tels que le rejet de poursuite de délinquants environnementaux portés auprès des tribunaux pour vice de forme des procès-verbaux dressés, ou des difficultés à traiter des enjeux nouveaux. La durabilité des investissements dans la conservation et la gestion des aires protégées est ainsi conditionnée par plusieurs facteurs, dont (i) la viabilité des institutions nationales en charge de l'appui et de la gestion de ces aires et la mise à l'échelle de leurs capacités de gestion compte tenu des engagements nationaux et internationaux en faveur de l'extension des AP ; (ii) la disponibilité et la compétence des ressources humaines affectées à la gestion de ces AP, dont à traiter des sujets nouveaux tels que la maîtrise des mécanismes de financement innovants ou les approches de gestion d'aires marines ; (iii) le développement des capacités organisationnelles et financières des institutions présentes selon des standards internationaux reconnus pour bénéficier de fonds de diverses origines (secteur privé, fonds d'adaptation, fonds climat, etc.) ; (iv) des capacités immédiates à endiguer la destruction rapide du capital naturel du pays, à travers des instruments d'intervention d'urgence.

D'un point de vue socio-économique, la dégradation des sols, le tarissement des sources et la disparition de la biodiversité et du couvert forestier impacteraient directement les communautés riveraines, et seraient à l'origine de vagues de migrations vers d'autres aires protégées et de conflits territoriaux. L'action contribuerait à limiter ces impacts et de réduire les inégalités internes au pays, qui est actuellement en défaveur du Sud-est et du Grand Sud. En effet, la conservation des aires protégées permettrait de meilleures conditions de productivité (eau d'irrigation, sols non dégradés, microclimats favorables, meilleur équilibre permettant une reproduction des espèces

exploitées). Concernant la production rizicole, par exemple, une étude de la Banque Mondiale (2004) estime la contribution économique des AP à l'agriculture à plus de 22,56 millions d'USD annuels, uniquement pour les bénéfices liés à l'irrigation. (source : <https://www.afd.fr/fr/ressources/comment-financer-durablement-les-aires-protégees-madagascar-apport-de-lanalyse-economique>). Les impacts en termes de disponibilité d'eau de consommation sont également importants, notamment pour les populations du Grand Sud, chroniquement affectés par la sécheresse. Enfin, les expériences du réseau de Madagascar National Parks en termes de gestion participative des aires protégées, à l'instar du Parc National de Marolambo (source : <http://www.tresorpublic.mg/?p=20227>), améliorent l'inclusivité de la gestion, renforcée par des appuis au développement des communautés affectées, prévus dans les plans de gestion de ces aires protégées.

Dans les zones périphériques et zones tampon des AP, l'inégalité entre les sexes compromet l'utilisation, la gestion et la conservation durables des ressources et limite l'accès des femmes aux avantages de la conservation de la biodiversité à tous les niveaux, de l'emploi formel dans les secteurs des ressources naturelles à la participation aux processus d'élaboration des politiques et de prise de décision. Les politiques nationales et mondiales régissant l'utilisation rationnelle de la biodiversité et des ressources naturelles n'ont historiquement pas donné la priorité aux besoins des femmes, les marginalisant de la participation à la planification, à la mise en œuvre, à la gestion et à l'exploitation des ressources naturelles¹⁷.

Par contre, il est de plus en plus admis que l'égalité entre les hommes et les femmes est primordiale pour une conservation efficace.¹⁸ En fait, la prise en compte du genre dans la politique de planification permet de s'assurer que les femmes bénéficient autant que les hommes des actions de conservation¹⁹.

Par ailleurs, les violations des droits humains qui accompagnent la perte de biodiversité affectent de manière disproportionnée les personnes qui dépendent directement de la nature et les personnes qui sont déjà vulnérables en raison de situations ou de caractéristiques diverses (pauvreté, marginalisation, handicap, etc.). Les mesures de lutte contre la perte de biodiversité et la destruction des habitats, comme la création de zones protégées, doivent respecter et préserver les droits humains et ne surtout pas exacerber les inégalités existantes²⁰.

Indication des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

- Le ministère de l'environnement et du développement durable : en charge du suivi du SAPM et de l'évaluation des contrats de délégation de gestion (niveaux central et déconcentré).
- Le ministère de l'économie et des finances : en charge de la coordination des appuis extérieurs.
- La FAPBM et le MNP, les délégataires de gestion des AP.
- Le Ministère des Pêches et de l'Economie bleue (MPEB).
- Les collectivités territoriales décentralisée, autorités locales, impliquées et responsabilisées dans les conventions avec les gestionnaires d'AP.
- Les communautés locales, notamment à travers les communautés riveraines, les structures de cogestion et les entités telles que les COBA (communautés de base) institués par la loi GELOSE.
- Les agences de coopération des Etats membres actifs sur le secteur et dans les régions d'intervention, ainsi que la communauté des partenaires techniques et financiers.
- Organisations de la société civile (détenteurs de droits). Les différentes organisations et associations de la société civile engagées dans la protection de l'environnement (y compris dans l'observation indépendante), le développement agricole et rural, etc., ainsi que les organisations de femmes.

¹⁷ [Genre et zones protégées : Exploration des rapports nationaux à la Convention de Ramsar et à la Convention du patrimoine mondial. UICN, 2016.](#)

¹⁸ Ibid.

¹⁹ <https://genderandenvironment.org/fr/the-importance-of-gender-equality-in-conservation-interview/>

²⁰ [Droits Humains et Biodiversité. OHCHR.](#)

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général de cette action est **d'améliorer la préservation de la biodiversité terrestre et marine à Madagascar.**

Les objectifs spécifiques (réalisations) de cette action sont :

OS1 : Renforcer le fonctionnement du système des aires protégées de Madagascar (SAPM).

OS2 : Renforcer les services écosystémiques, la résilience et l'adaptation des communautés riveraines des zones périphériques des AP terrestres et marines ciblées.

OS3 : Le système de gouvernance des AP est renforcé à long terme.

Les produits à fournir dans le cadre de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (réalisations) correspondants sont les suivants:

Pour l'OS1 : Le SAPM dispose de moyens financiers accrus pour assurer son fonctionnement.

- 1.1. La FAPBM dispose de contributions complémentaires de l'UE pour appuyer le fonctionnement du SAPM.
- 1.2. Le nombre et la superficie d'aires protégées terrestres et marines appuyés répondent à la planification stratégique de la FAPBM (Fondation des Aires Protégées et de la Biodiversité de Madagascar).
- 1.3. Les fonds d'urgence et de lutte contre les feux de la FAPBM sont opérationnels

Pour l'OS2 : Les services écosystémiques, la résilience et l'adaptation des communautés riveraines des zones périphériques sont renforcés dans des AP terrestres et marines ciblées.

- 2.1. Les communautés riveraines, notamment celles défavorisées sur le plan socio-économique, bénéficient des services écosystémiques des AP et des opportunités d'emplois générés par les activités développées.

Pour l'OS3 : Le système de gouvernance des AP est renforcé à long terme.

- 3.1. Les plans stratégiques et réformes de la FAPBM et du MNP sont mis en œuvre en faveur d'une consolidation des acquis et d'une recherche de financement pérenne.
- 3.2. Les capacités de gestion, de planification, et de développement des compétences des acteurs de terrain (actuels et futurs) dans les AP sont améliorées.
- 3.3. Les bonnes pratiques et leçons apprises de la gestion des aires protégées et des impacts sur le bien-être des populations sont capitalisées pour une animation et des échanges au sein de la communauté de gestionnaires du SAPM, et une communication publique.
- 3.4. Les AP, prioritairement celles ciblées, disposent d'appuis thématiques et opérationnels suivant leurs besoins spécifiques pour assurer l'atteinte des objectifs inscrits dans leur planification.
- 3.5. La coordination sectorielle et intersectorielle est améliorée via des appuis à la concertation institutionnelle dans des cadres dédiés (Coalition des AP ²¹, Plateformes de coordination existantes, coordination scientifique, travaux sur les textes touchant aux AP, coordination spécifique grand corridor Sud-Est et travail en réseau de compétences TEI, etc.).

²¹ <https://www.cbd.int/side-events/5039>

<https://www.fapbm.org/lancement-de-la-coalition-pour-les-aires-protegees-de-madagascar/>

3.2 Activités indicatives

Les blocs d'activités indiqués sont définis en cohérence avec les autres actions mises en dans les mêmes secteurs et régions par l'Union européenne, les Etats membres et les autres de partenaires techniques et financiers.

Pour l'OS1 : Le SAPM dispose de moyens financiers accrus pour assurer son fonctionnement.

Exemples :

1.1 La FAPBM dispose de contributions complémentaires de l'UE pour appuyer le fonctionnement du SAPM.

- Contribution financière via l'entité en charge de l'exécution des appuis au réseau d'AP actuel et futur appuyé par la FAPBM sur les besoins de financement identifiés de leur fonctionnement et maintien.

1.2. Le nombre et la superficie d'aires protégées terrestres et marines appuyés répondent à la planification stratégique de la FAPBM.

- Révision et mise en œuvre du manuel de priorisation sur la base de critères pertinents répondants aux objectifs de conservation, de développement, de résilience et de lutte contre le changement climatique (objectifs de passer de 36 AP (2021) à 70 (2026) sur les 123 AP existants).
- Augmentation de la couverture des besoins au-dessus de la moyenne de 30 à 50% des budgets de fonctionnement.
- Appui au reporting, à la participation aux cadres de concertation concernant le SAPM et à la communication sur les contributions acquises via l'appui de l'UE.

1.3. Les fonds d'urgence et de lutte contre les feux de la FAPBM sont opérationnels

- Contribution additionnelle au fonds d'urgence existant et appuis à l'amélioration de son opérationnalité et son effectivité.

Pour l'OS2 : Les services écosystémiques, la résilience et l'adaptation des communautés riveraines et des zones périphériques sont renforcés dans des AP terrestres et marines ciblées²².

Exemples :

2.1. Les communautés riveraines, notamment celles défavorisées sur le plan socio-économique, bénéficient des services écosystémiques des AP et des opportunités d'emplois générés par les activités développées.

- Diagnostics participatifs, identification des composantes de micro-projets et d'investissement.
- Suivant le zonage en vigueur, appui à la planification et à la mise en œuvre des interventions en faveur de AP ciblées.

Pour l'OS3 : Le système de gouvernance des AP est renforcé à long terme.

Exemples :

3.1. Les plans stratégiques et réformes de la FAPBM et de MNP sont mis en œuvre en faveur d'une consolidation des acquis et d'une recherche de financement pérenne.

- Mise en place d'une assistance technique en charge de la coordination, du suivi, et de tâches à définir en concertation UE et autres parties prenantes.
- Appuis à la réflexion sur les financements innovants des AP. y compris explorer le potentiel de mobilisation de ressources privées pour la dotation de la FAPBM et poursuivre le verdissement de sa politique d'investissements.
- Appuis à la mise en œuvre des plans stratégiques sur la base des trois missions identifiées pour la période 2022-2026.
- Détermination de plans de travail inspirés de standards de qualité reconnus (ex : ISO, audit des 9 piliers, etc.).

²² Les AP terrestres des régions des Hautes Terres Sud, du Sud-est et Sud de Madagascar pré-identifiés sont, du nord au sud : Marolambo, Midongy du Sud et Andohahela faisant partie des vestiges du corridor forestier oriental de l'île. Le corridor forestier de Beampingaratse déjà appuyé sur le Pacte vert - « zone verte » - Talaky Be (PAA 2022) est le prolongement vers le sud de l'AP de Midongy du Sud. L'(es) AMP(s) sont en cours d'identification.

3.2. Les capacités de gestion, de planification, et de développement des compétences des acteurs de terrain (actuels et futurs) dans les AP sont améliorées.

- Appuis à l'interaction des centres de formation de potentiels agents de terrain des AP et des gestionnaires et acteurs directs de terrain.
- Appuis aux espaces d'échanges d'expérience et de bonnes pratiques et à la mise en réseau des acteurs de terrain. Détermination de plans de travail inspirés de standards de qualité reconnus (ex : liste verte UICN).

3.3. Les bonnes pratiques et leçons apprises de la gestion des aires protégées sont capitalisées pour une animation et des échanges au sein de la communauté de gestionnaires du SAPM, et une communication publique.

- Valorisation des données de suivi-évaluation et de mesures d'impacts.
- Capitalisation, diffusion, communication et plaidoyer.

3.4. Les AP, prioritairement celles ciblées, disposent d'appuis thématiques et opérationnels suivant leurs besoins spécifiques pour assurer l'atteinte des objectifs inscrits dans leur planification.

- Mise à disposition d'un outil de mobilisation d'expertises court terme pour des appuis ponctuels et accompagnements.

3.5. La coordination sectorielle et intersectorielle est améliorée via des appuis à la concertation institutionnelle dans des cadres dédiés (Coalition des AP, Plateformes de coordination existantes, coordination scientifique, travaux sur les textes touchant aux AP, etc.)

- Appuis à la tenue et/ou à la participation des acteurs de terrain aux dialogues, ateliers de travail et missions de terrain en lien avec le SAPM et la conclusion des contrats de délégation de gestion.
- Appuis à la production et la communication des produits à fonction de plaidoyer et de visibilité de l'appui de l'« Équipe Europe » dans le domaine d'intervention.

La contribution de l'UE à l'initiative « Équipe Europe », à laquelle cette action se réfère sera complétée par d'autres contributions des de l'UE, des États membres et/ou des institutions financières européennes dans le cadre de l'approche «Équipe Europe». Elle est soumise à la confirmation formelle de la contribution significative de chaque membre respectif dans les meilleurs délais. Si les initiatives « Équipe Europe» et/ou ces contributions ne se concrétisent pas, l'action de l'UE pourrait se poursuivre en dehors du cadre d'une initiative «Équipe Europe».

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES) (pertinents pour l'appui budgétaire et les interventions au niveau stratégique)

Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES) qu'aucune autre action n'était requise.

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

L'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire).

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) que cette action est à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles

Comme cela a été mentionné plus haut, l'ignorance de la dimension genre et l'inégalité des sexes dans la conservation et la gestion de la biodiversité restreint l'accès des femmes aux bénéfices à tous les niveaux, perpétuant la pauvreté et leur accès limité aux ressources. Une attention sera portée sur la gestion transformative de toute forme de discriminations (genre, appartenances ethnique ou religieuse, origine, âge, conditions sociales,

handicap, etc.) avec les parties prenantes de FAMINDRA (entité en charge de l'exécution, FAPBM, MNP, ...) lors d'instruction et mise en œuvre de l'action et la redevabilité sur ces aspects sera requise, y compris sur l'établissement de baselines de référence.

Pour la présente action, il s'agit en effet, de façon dominante, bien que non exclusive, de promouvoir, via le système des aires protégées de Madagascar, la gestion conservatoire du noyau dur des aires protégées dans la durée, sites où il n'est pas souhaité de voir susciter ou s'agrandir les emprises territoriales des implantations humaines, pour des raisons impératives de préservation d'une biodiversité authentique d'une part, et de prises en compte de certaines menaces (feux, défrichements, croisements santé humaine et faunistique – épizooties –, etc.) d'autre part.

Pour toutes les circonstances où les communautés riveraines seront mobilisées et appuyées (pilier 2 de l'action, pour les zones tampon et périphériques des aires protégées, et donc hors noyau dur), les partenaires de mise en œuvre seront appelés à ce que les principes d'intervention suivants soient intégrés à leurs actions :

- Approche transversale : intégration du principe d'égalité des sexes dans toutes les actions, développement d'un système de suivi quantitatif et qualitatif permettant de rendre compte de la situation de l'égalité de sexes, intégration d'indicateurs cibles sur la participation des femmes et des filles dans les actions prévues, en s'intéressant tout particulièrement, par exemple, aux femmes migrantes, aux familles monoparentales dirigées par des femmes, et à la discrimination fondée sur l'âge.
- Approche par les *capabilités* : promotion des droits économiques et sociaux et autonomisation des femmes et des filles (Activités Génératrice de revenu (AGR), éducation et sensibilisation), de l'égalité en matière de participation et d'exercice de responsabilités (communautés riveraines appuyées et groupements locaux).
- Approche transformative : mobilisation des connaissances sur les obstacles et leviers d'action sur l'égalité des genres dans la conception des approches sur le terrain.

et à en rendre compte au travers des indicateurs désagrégés pertinents. Une analyse genre au démarrage du projet permettra d'identifier les points pertinents d'entrée afin de garantir que le projet intègre la perspective de genre.

Droits de l'homme

L'action contribue à la promotion des droits des populations des communautés riveraines appuyées, en ce qui concerne l'accès à l'eau et à un environnement sain, le renforcement de leurs capacités de résilience et d'autonomie, la non-discrimination. L'action prendra en compte l'approche basée sur les droits humains tout au long de la mise en œuvre de l'action et dans des domaines plus larges touchant le secteur, tels que les mesures de protection des défenseurs des Droits humains et en particulier des lanceurs d'alerte environnementaux ou la capitalisation des acquis des projets antérieurs (ex : 11^{ème} FED/Sustainable Wildlife Management) sur les principes de consentement libre informé et préalable (CLIP) dans les consultations, enquêtes et appuis auprès des communautés riveraines.

Par ailleurs, dans le but d'accomplir cette approche, un processus de consultation sera envisagé des personnes concernées, titulaires des droits et des organisations de la société civile concernant leurs besoins et leurs aspirations. Les résultats de ces consultations serviront de base à la réalisation et à l'orientation du projet. Par la suite, ces processus seront poursuivis afin d'encourager la participation dans la mise en œuvre du projet, la transparence et redevabilité.

De plus, l'action suivra le principe de laisser personne de côté ("Leave no one behind") en contribuant à mettre fin aux discriminations et à l'exclusion et de réduire les inégalités, ainsi comme « Ne pas nuire » (éviter d'exposer les personnes impliquées à des risques supplémentaires par l'action). L'action mettra en place un système pour recevoir et faciliter la résolution des préoccupations et des griefs des parties prenantes concernant la performance sociale du projet.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD sur l'invalidité/le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention D1 car la mise en œuvre de l'action adoptera une approche inclusive y compris dans le cas des personnes vivant avec un handicap. Dans ce sens, l'action comprendra des activités liées à la collecte de données sur les besoins des personnes vivant avec un handicap et contribuera à l'intégration de l'inclusion et des besoins spécifiques dans les activités, en particulier leur intégration dans les activités visant la résilience.

Réduction des inégalités

Selon le Marqueur d'Inégalité, cette action est étiquetée I-1. Le projet améliorera la gestion durable et inclusive des ressources naturelles à Madagascar, avec l'objectif à long terme de favoriser la réduction des inégalités sociales causées par la dégradation de l'environnement. Avec un taux de pauvreté de 80,9 % en 2021 (Banque Mondiale, 2,15 USD in 2017 PPP), les disparités régionales de ces niveaux de pauvreté montrent une acuité dans les régions du Sud et du Sud-est de Madagascar. Par ailleurs, début 2023, deux phénomènes cycloniques majeurs ont touché le pays, en particulier ces zones déjà défavorisées, aggravant des situations de vulnérabilité déjà critiques. Ces inégalités proviennent notamment de niveaux d'enclavement élevés de ces zones, couplé à une décentralisation non aboutie et une insécurité devenue chronique depuis près d'une décennie. C'est la raison pour laquelle ces zones sont régulièrement affectées par des catastrophes humanitaires et pour laquelle également, les aires protégées constituées par les derniers lambeaux du corridor forestier de la falaise orientale de Madagascar sont soumises à des pressions croissantes.

Parmi les sites ciblés par l'action figurent ces sites extrêmement enclavés et situés dans des zones à fortes vulnérabilités climatique et économique, et pour lesquels les interventions de l'Etat en matière d'infrastructures et d'aide d'urgence sont déficitaires (Atsimo Atsinanana, mais aussi Androy et Anosy malgré des concentrations d'interventions ponctuelles), provoquant malnutrition aigüe, érosion rapide des capacités de production, du capital humain et des conditions de vie. De plus, les populations des communautés riveraines des aires protégées et concernées par la cogestion sont aussi celles les plus dépendantes des ressources naturelles (cueillette, chasse, agriculture de subsistance) pour leur survie.

Démocratie

L'action œuvrera avec des acteurs institutionnels qui présentent une éthique en termes de transparence et de redevabilité. En outre, sur les zones de mise en œuvre de l'action, les études d'impact environnemental et social obligatoires couvrent la dimension sociale via la mise en place de dispositifs de sauvegarde. Ces dispositifs garantissent un processus participatif dans l'identification, la négociation et l'application des mesures de réglementation d'accès aux zones et ressources spécifiques des aires protégées, de celles destinées à sauvegarder les intérêts des populations affectées et les retombées économiques locales. A noter que plusieurs aires spécifiquement ciblées sont gérées sur un principe de cogestion, c'est-à-dire une coopération et un partage de responsabilités entre le gestionnaire de l'aire protégée et les parties prenantes concernées (notamment comités locaux).

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Les régions d'intervention de l'action sont sous la gestion d'entités désignées, dont les missions essentielles sont définies dans le Code des aires protégées. Celles-ci incluent (article 37 du COAP) :

- « La conclusion de conventions de gestion communautaires » ; constitués par des accords entre le gestionnaire d'une aire protégée et les communautés riveraines définissant l'exercice des activités économiques, culturelles et cultuelles et les modalités d'intervention des communautés riveraines dans la gestion de l'aire protégée.
- « La conclusion de diverses conventions pour la mise en œuvre et le suivi des programmes de gestion », incluant les activités d'identification et de déploiement d'activités génératrices de revenus (AGR).
- « L'exercice de la surveillance et du contrôle de l'aire protégée visant à éduquer, prévenir, et sanctionner certaines activités qui ne sont pas conformes aux objectifs de l'aire protégée », incluant la mobilisation de brigades mixtes en cas d'infraction.

Les aspects prévention / gestion de conflits et promotion de la paix sociale sera appuyée par un renforcement des capacités (dont formations) et de capitalisation des expériences antérieures, notamment entre les différents gestionnaires d'AP (réseau de compétences) (OS3). On s'appuiera par exemple, sur la conception et la mise en œuvre des « *dina* » (convention locale ou réglementation coutumière validée par une structure administrative ayant pouvoir de contrôle de légalité), dont des améliorations en termes d'inclusivité – dont de genre, ont été abordés dans des projets antérieurs²³.

Par ailleurs, dans le cadre des dialogues politiques et des plateformes de coordination sectorielle, la complémentarité des actions des partenaires techniques et financiers sur ce sujet sera systématiquement recherchée. Cette complémentarité sera également effective avec les autres activités de FAMINDRA dans les régions limitrophes.

²³ <https://www.swm-programme.info/en/legal-hub/madagascar/preconditions>

Réduction des risques de catastrophes

La composante de prévention, de gestion, d'atténuation et de réponse aux risques et aux catastrophes est assurée par l'action du Pacte vert dans le Grand Sud en cours. La présente action ne se focalise ainsi pas sur ce volet, à l'exception de la prévention et de la lutte contre les feux.

Autres considérations, le cas échéant

RAS

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (élevée/ moyenne/ faible)	Impact (élevé/ moyen/ faible)	Mesures d'atténuation
Environnement Externe	Poursuite de l'inflation liée au contexte global et la guerre de l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Dépréciation des rendements des marchés financiers en période de crise (Fonds fiduciaire FAPBM).	M	M	Enveloppe globale d'appui au fonctionnement des aires protégées du réseau, permettant une flexibilité dans le ciblage des zones les plus affectées (OS1). Subventions prévues par ce projet sont des ressources à montants sécurisés dans le court terme, réservant le fonds fiduciaire à la stabilité à moyen et long terme. Travail de coordination en Equipe Europe et avec le Conseil d'Administration de la FAPBM pour associer divers instruments à effets immédiats et différés.
Politique et institutionnel	Modification des visions stratégiques à l'échelle nationale/locale en défaveur de la politique de conservation des ressources naturelles.	F	E	Maintien des dialogues politiques et sectorielles (Plateformes de coordination de PTF, dans le cadre de l'approche Team Europe et/ou en bilatéral). Dispositif d'appui aux gestionnaires dans la gestion des conflits et les recours juridiques (OS3). Renforcement de suivi et de la concertation des partenaires impliqués notamment pendant la période électorale et post-électorale.
	Remise en cause des mandats ou mesures menaçant la bonne gouvernance des acteurs appuyés (FAPBM, MNP).	M	E	Dialogues et plaidoyers au niveau politique et stratégique (bilatéral ou via les plateformes de partenaires techniques et financiers, dont GDC Groupe de Dialogue sur la Coopération, co-présidé par la DUE).
Mise en œuvre de l'action	Visions stratégiques divergentes entre ministères sectoriels sur les objectifs de l'action.	F	M	Dialogues et plaidoyers au niveau politique et stratégique (bilatéral ou via les plateformes de partenaires techniques et financiers).

Catégorie	Risques	Probabilité (élevée/ moyenne/ faible)	Impact (élevé/ moyen/ faible)	Mesures d'atténuation
	Appauvrissement global des populations rehaussant les pressions sur les AP.	M	E	Renforcement des financements de micro-projets, investissements et activités notamment sur des aires protégées ciblées (OS2).
	Difficulté de mobilisation des ressources humaines en quantité et qualité sur le terrain.	M	E	Développement sur le moyen/long terme d'actions en faveur de la constitution d'une masse critique de compétences sur la gestion des AP sur le terrain (OS3). Poursuite des appuis aux organisations locales (dont les COBA – <i>CO</i> mmunautés de <i>BA</i> se) et ressources humaines locales via les formations, appuis matériels, etc. prévus dans la planification et budgétisation de chaque AP. (OS2 et OS3).
	La faible participation des femmes pour des multiples raisons, notamment les coutumes, les normes sexistes préjudiciables, les cadres juridiques et les mécanismes de protection inadéquats, le faible accès à l'éducation et les droits et pratiques en matière de propriété foncière. Le même risque est lié aux personnes en situation de handicap.	M	F	Les groupes et réseaux de femmes et de personnes en situation de handicap feront partie des groupes consultés, ce qui renforcera la participation des femmes à la prise de décision, à la planification et à l'accès aux opportunités économiques et de formation.
	Engagement limité en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, de l'approche fondée sur les droits humains et des personnes en situation de handicap de la part des institutions ciblées et des acteurs non étatiques.	M	F	Le projet fournira des moyens suffisants pour travailler avec les institutions et les acteurs non étatiques sur l'importance de l'intégration de l'égalité des sexes, de l'approche fondée sur les droits humains et des droits des personnes en situation de handicap.

Enseignements tirés:

L'action capitalise sur les leçons apprises des programmes antérieurs, notamment les programmes des anciennes lignes thématiques, les projets d'appui aux parcs nationaux et aux communautés riveraines, le programme multipays Sustainable Wildlife Management, les appuis sectoriels, le Programme RINDRA - programme de renforcement institutionnel vers le développement de la résilience agricole, le programme PRCCC ²⁴, les acquis du programme BIOPAMA, incluant les interventions du CCR (JRC), les appuis aux OSC œuvrant sur l'environnement ainsi que les programmes des Etats membres sur le secteur (PAGE, PAGE 2, Appuis à la FAPBM, AGIRAP, FI/KFW, PCD²⁵,

²⁴ Projet de renforcement des conditions et capacités d'adaptation au CC (financement UE)

²⁵ Pêche Côtière Durable, financement KFW

KOBABY, etc.).

Les principaux enseignements à prendre en compte sont :

- Il s'agit d'un patrimoine mondial, avec des enjeux mondiaux mais sous la responsabilité première d'un appareil dirigeant qui ne dispose pas des moyens financiers et humains et qui doit effectuer des arbitrages budgétaires marqués par la satisfaction prioritaire des besoins immédiats des populations, alors que la préservation des capacités de délivrance de services écosystémiques n'est réellement perçue qu'à la défaveur de leur dégradation accélérée, sinon de leur disparition irréversible (ex : feux de forêts).
- On constate une faible attractivité des actions orientées vers la préservation des ressources naturelles (surtout pour certaines catégories de dépenses dont les frais de fonctionnement et davantage encore, pour les sites isolés ou distants) alors qu'il s'agit de préalables à leur gestion durable et à l'inclusion de parties prenantes dans leur valorisation raisonnée. Focalisation sur la visibilité ponctuelle des appuis à certaines AP au détriment d'un système national de gestion.
- Tout en pourvoyant à la trésorerie de base nécessaire au maintien du staff à très court terme, il est nécessaire d'assurer un financement stable de long terme et durable en ce qui concerne les aires protégées, vu que leur fonctionnement ne peut être pris en charge uniquement sur les recettes du tourisme et des subventions étatiques. Ce constat a été renforcé par l'épisode COVID-19 qui a fortement impacté la viabilité du financement de ces AP et la décapitalisation des ressources humaines.
- L'importance de l'appui au maintien des services écosystémiques dont les fonctions de régulation des écosystèmes terrestres (et leur composante hydrique) et marins, qui malgré ses impacts essentiels sur les capacités productives (l'agriculture constitue encore l'activité principale pour plus de 70 % de la population rurale), ne figure pas parmi les priorités dans les localités à situation socio-économique fragilisée, tels que le Sud-Est et le Sud.
- Le maintien nécessaire d'appuis institutionnels à la formation et la réplication des compétences (vieillesse des agents et faible relève, processus de désapprentissage naturels, etc.) d'un effectif minimal, apte et motivé à travailler dans les aires protégées (dans des conditions de vie peu hospitalières et conditions de travail souvent très adverses). Prise en compte des besoins spécifiques de parties prenantes associées : futurs officiers de police judiciaire (OPJ), techniciens forestiers, agents de comités locaux de parcs au sein des communautés riveraines, etc.
- La nécessité d'avoir les capacités à intervenir rapidement dans les aires protégées et leur périphérie lorsqu'elles sont menacées, surtout par les feux incontrôlés ou d'autres chocs de grande ampleur. Cela doit venir en plus des actions de prévention déjà prévues ou menées au sein des aires protégées (layons pare-feux, sensibilisations, etc.). Plus de 100 000 ha de forêts disparaissent annuellement à Madagascar en raison de feux.
- Madagascar saisit l'importance des aires marines protégées (AMP), en réponse aux objectifs internationaux et nationaux. Madagascar dispose de 22 AMP (exclusives et mixtes), incluant souvent des aires marines gérées localement. Celles-ci constituent des modèles de réussite dans de nombreux cas, nécessitant une mise à l'échelle, au-delà des fonctions vitales des mangroves, des récifs coralliens et des paysages sous-marins, pour la reproduction des espèces halieutiques et la préservation de la biodiversité marine endémique de Madagascar. (révision de la grille de priorisation FAPBM en cours, avec meilleure intégration des AMP).

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est basée sur la théorie de changement ci-dessous :

- **SI** les institutions en charge de la gestion des AP disposent de moyens de fonctionnement minimaux pour permettre le maintien de leur activité dans le réseau d'AP existants et qu'un fonds d'urgence est opérationnel **ET que** (i) les impacts des événements mondiaux n'affectent que de manière limitée l'économie nationale et les marchés internationaux, (ii) les institutions appuyées bénéficient d'un cadre politique et institutionnel favorable à la mise en œuvre de leurs mandats, (iii) les conditions optimales de coordination intersectorielle sont réunies, notamment pour le cas des AMP, (iv) le niveau de pauvreté et de vulnérabilité des populations ne se dégrade pas significativement et ne génère pas de migrations internes massives vers les AP, (v) les conditions de renouvellement des générations d'acteurs de terrain de gestion des AP sont mises en place ; **ALORS** le fonctionnement du Système des aires protégées de Madagascar (SAPM) sera renforcé sur la durée et les effets des aléas seront atténués.
- **SI** les AP ciblées sont dotées des moyens humains, matériels, financiers leur permettant la réalisation de leurs mandats de conservation en collaboration avec les communautés riveraines, ainsi que la mise en œuvre des investissements et activités destinés à la sauvegarde sociale **ET que** (i) les impacts des événements mondiaux n'affectent que de manière limitée l'économie nationale et les marchés internationaux, (ii) les institutions appuyées bénéficient d'un cadre politique et institutionnel favorable à la mise en œuvre de leurs mandats, (iii) les conditions optimales de coordination intersectorielle sont réunies, notamment pour le cas des AMP, (iv) le niveau de pauvreté et de vulnérabilité des populations ne se dégrade pas significativement et ne génère pas de migrations internes massives vers les AP, (v) les conditions de renouvellement des générations d'acteurs de terrain de gestion des AP sont mises en place ; **ALORS** les services écosystémiques, la résilience et l'adaptation des communautés riveraines des zones périphériques des AP terrestres et marines ciblées seront notablement renforcés
- **SI** les institutions en charge des fonds d'appui, les gestionnaires des AP et l'ensemble des parties prenantes sont renforcés en termes d'outils et de capacités et que la coordination et les collaborations intersectorielles s'améliorent **ET que** (i) les impacts des événements mondiaux n'affectent que de manière limitée les orientations politiques en matière d'environnement – notamment d'exploitation minière, (ii) les institutions appuyées bénéficient d'un cadre politique et institutionnel favorable à la mise en œuvre de leurs mandats, (iii) des conditions incitatives au renouvellement des générations d'acteurs de terrain de gestion des AP sont mises en place ; **ALORS** le système de gouvernance des aires protégées sera renforcé à long terme.

3.6 Matrice du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être élaboré au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin.

Le premier rapport d'avancement doit inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de référence/cibles).

Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.

Le rapport final doit inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

MODALITÉ DE PROJET (3 niveaux de résultats / indicateurs / source de données / hypothèses – pas d'activités)

Résultats	Chaîne des résultats (@) : Principaux résultats attendus (10 au maximum)	Indicateurs (@) : (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Améliorer la préservation de la biodiversité terrestre et marine à Madagascar	<p>1 Index de la liste rouge des espèces protégées / Red List Index (GERF 1.7 SDG 15.5.1) 1 Index de la liste rouge des espèces protégées / Red List Index (GERF 1.7 SDG 15.5.1)</p> <p>2 Indicateur d'estimation des niveaux de menace et d'intégrité des espèces cibles de conservation (à déterminer selon les outils MIRADI, PAMETT ou IMET utilisés par les AP appuyées)</p> <p>3 Indice de viabilité des habitats et espèces cibles de conservation (sur 5)</p>	<p>1 à préciser pour les espèces cibles des sites d'intervention (2022)</p> <p>2 à déterminer (2023)</p> <p>3 à déterminer (2022)</p>	<p>1 à déterminer (2028)</p> <p>2 à déterminer (2028)</p> <p>3 à déterminer (2028)</p>	<p>1 https://www.iucnredlist.org</p> <p>2 Rapports des gestionnaires d'AP</p> <p>3 Rapports des gestionnaires d'AP</p>	<i>Non applicable</i>
Réalisation/Effet 1	Le fonctionnement du Système des aires protégées de Madagascar (SAPM) est renforcé	<p>1.1 Pourcentage des ressources allouées par la FAPBM à couvrir le budget de fonctionnement des AP financées.</p> <p>1.2 Pourcentage du score METT-4 des AP financées</p> <p>1.3 Taux de déforestation dans les AP appuyés par la FAPBM</p>	<p>1.1 61.3 % (2021)</p> <p>1.2 72 % (2021)</p> <p>1.3 à déterminer (2023)</p>	<p>1.1 à déterminer (2028)</p> <p>1.2 à déterminer (2028). Réf : 80 % (2026)</p> <p>1.3 à déterminer (2028)</p>	<p>1.1 Rapports FAPBM</p> <p>1.2 Rapports FAPBM</p> <p>1.3 Rapports MNP et des gestionnaires d'AP</p>	<p>Cohérence de la vision politique et de la planification nationale</p> <p>*Madagascar maintient son adhésion aux traités et conventions internationaux sur la biodiversité et la conservation des écosystèmes et</p>

		<p>1.4 Pourcentage d'atteinte des indicateurs du plan stratégique de la FAPBM</p> <p>1.5 Superficie d'écosystème terrestre et d'eau douce sous a) protection ou b) gestion durable avec l'appui de l'UE (Km²) (EURF 2.9)</p> <p>1.6 Zones marines a) sous protection, b) sous gestion durable avec le soutien de l'UE (km²) (GERF 2.8)</p>	<p>1.4 à déterminer (2023)-</p> <p>1.5 à déterminer (2023)-</p> <p>1.6 à déterminer (2023)</p>	<p>1.4 à déterminer (2028)</p> <p>1.5. 1 250 184 ha (valeurs minimales selon MIP)</p> <p>1.6 à déterminer (2028)</p>	<p>1.4 Rapports AP et FAPBM</p> <p>1.5 Rapports AP et FAPBM</p> <p>1.6 Rapports AP et FAPBM</p>	<p>ses priorités politiques et les stratégies de conservation ne changent pas de manière significative</p> <p>*Absence de variations majeure des paramètres climatiques excédant la variabilité interannuelle</p>
Réalisation/Effet 2	Les services écosystémiques, la résilience et l'adaptation des communautés riveraines des zones périphériques sont renforcés dans des AP terrestres et marines ciblées	2.1. Nombre de ménages déclarant épargner régulièrement – (ventilé par sexe et âge)	2.1 à déterminer (2023)	2.1. à déterminer (2028)	2.1 Enquêtes de référence et de fin de projet menées et budgétisées par l'intervention financée par l'UE	*Absence de crise financière ou socio-économique majeure
Réalisation/Effet 3	Le système de gouvernance des AP est renforcé à long terme.	3.1. GERF 2.29 Nombre de politiques gouvernementales élaborées ou révisées avec la participation d'organisations de la société civile à travers le soutien de l'UE [PS] **	3.1. 0 (2023)	3.1. à déterminer (2028)	3.1. Rapports de projets	<p>*Absence de crise financière ou socio-économique majeure</p> <p>*Les différentes zones protégées sont accessibles au niveau logistique</p>
Produit 1 lié à la réalisation 1	1.1. La FAPBM dispose de contributions complémentaires de l'UE pour appuyer le fonctionnement du SAPM	1.1.1 Contribution annuelle de la FAPBM au financement du SAPM (en millions USD)	1.1.1 2,31 (2021)	1.1.1 à déterminer (2028)	1.1.1 Rapports annuels FAPBM	<p>*Les communautés riveraines'engagent à participer aux activités du projet</p> <p>* Le flux de touristes est bien organisé et réglementé dans le respect des</p>

						ressources naturelles et de la conservation de l'environnement. *Il existe une bonne collaboration entre les parties prenantes impliquées
Produit 2 lié à la réalisation 1	1.2. Le nombre et la superficie d'aires protégées terrestres et marines appuyés répondent à la planification stratégique de la FAPBM (Fonds d'Appui à la Biodiversité de Madagascar)	1.2.1 Nombre total d'AP financées par la FAPBM 1.2.2 Superficie totale (en millions d'ha) des AP financées par la FAPBM (ventilé en terrestres et marines)	1.2.1 36 (2021) 1.2.2 3,21 (2021)	1.2.1 à déterminer (2028) 1.2.2 à déterminer (2028) Zones terrestres : X Zones marines : X	1.2.1 Rapports annuels FAPBM 1.2.2 Rapports annuels FAPBM	*Les différentes zones protégées sont accessibles au niveau logistique *Les communautés s'engagent à participer aux activités du projet
Produit 3 lié à la réalisation 1	1.3. Les fonds d'urgence et de lutte contre les feux de la FAPBM sont opérationnels	1.3.1. Nombre de dossiers de demandes d'urgence traités dans les délais impartis avec le soutien de l'UE 1.3.2 Montant des indemnités accordées avec le soutien de l'UE (en Euros)	1.3.1.0 (2023) 1.3.2 0 (2023)	1.3.1. à déterminer (2028) 1.3.2 à déterminer	1.3.1. Rapports FAPBM 1.3.2 Rapports FAPBM	* Le flux de touristes est bien organisé et réglementé dans le respect des ressources naturelles et de la conservation de l'environnement.
Produit 1 lié à la réalisation 2	2.1. Les communautés riveraines bénéficient des services écosystémiques des AP et des opportunités d'emplois générés par les activités développées.	2.1.1. Nombre a) d'emplois, b) d'emplois verts soutenus ou maintenus par l'UE GERF 2.13) (ventilé par sexe et âge) 2.1.2. Nombre de personnes bénéficiaires directs des services	2.1.1. 0 (2023) 2.1.2. à déterminer (2023)	2.1.1. à déterminer (2028) 2.1.2. à déterminer (2028)	2.1.1. Rapports des gestionnaires d'AP, INSTAT, Rapports d'avancement de l'intervention financée par l'UE 2.1.2. Rapports des gestionnaires d'AP, INSTAT, Rapports	*Il existe une bonne collaboration entre les parties prenantes impliquées

		<p>écosystémiques des AP ciblées avec le soutien de l'UE (ventilé par sexe et âge)</p> <p>2.1.3 Nombre de petits exploitants agricoles ayant bénéficié d'actions soutenues par l'UE visant à accroître la production durable, l'accès aux marchés et/ou la sécurité foncière (ventilé par sexe et âge) (GERF 2.1)</p>	2.1.3 à déterminer (2023).	2.1.3 à déterminer (2028).	d'avancement de l'intervention financée par l'UE	
Produit 1 lié à la réalisation 3	3.1. Les plans stratégiques et réformes de la FAPBM et de MNP sont mis en œuvre en faveur d'une consolidation des acquis et d'une recherche de financement pérenne.	3.1.1. Pourcentage d'atteinte des indicateurs du plan stratégique de la FAPBM	3.1.1. à déterminer (2023)	3.1.1. 100 % (2028)	3.1.1. Rapports FAPBM	
Produit 2 lié à la réalisation 3	3.2. Les capacités de gestion, de planification, et de développement des compétences des acteurs de terrain (actuels et futurs) dans les AP sont améliorées.	<p>3.2.1. Nombre d'acteurs ayant bénéficié de renforcements de capacités théoriques et pratiques sur la gestion des AP dans le cadre de l'appui de l'UE (désagrégé par genre et âge)</p> <p>3.2.2. CREM 2.13 Nombre a) d'emplois, b) d'emplois verts soutenus ou maintenus par l'UE [PS][FEDD] ** (désagrégé par genre et âge)</p>	<p>3.2.1. 0 (2023)</p> <p>3.2.2. 0 (2023)</p>	<p>3.2.1. à déterminer (2028)</p> <p>3.2.2. à déterminer (2028)</p>	<p>3.2.1. Rapport AP et FAPBM, Rapports projet</p> <p>3.2.2. Rapports projet</p>	
Produit 3 lié à la réalisation 3	3.3. Les bonnes pratiques et leçons apprises de la gestion des aires protégées et des impacts sur le bien-être des populations sont	3.3.1. Nombre de sessions d'échanges menés mobilisant les résultats	3.3.1. 0 (2023)	3.3.1. à déterminer (2028)	3.3.1. Rapport projet	

	capitalisées pour une animation et des échanges au sein de la communauté de gestionnaires du SAPM, et une communication publique.	capitalisés des AP dans le cadre de l'appui de l'UE				
Produit 4 lié à la réalisation 3	3.4. Les AP, prioritairement celles ciblées, disposent d'appuis thématiques et opérationnels suivant leurs besoins spécifiques pour assurer l'atteinte des objectifs inscrits dans leur planification.	3.4.1. Nombre d'heures d'appuis d'experts court terme réalisés 3.4.2. % d'expertises évaluées positivement (score à établir) par les AP bénéficiaires	3.4.1. 0 (2023) 3.4.2. à déterminer (2024)	3.4.1. à déterminer (2028) 3.4.2 100 % (2028)	3.4.1. Rapports projet 3.4.2. Rapports projet	
Produit 5 lié à la réalisation 3	3.5. La coordination sectorielle et intersectorielle est améliorée via des appuis à la concertation institutionnelle dans des cadres dédiés (Coalition des AP, Plateformes de coordination existantes, coordination scientifique, travaux sur les textes touchant aux AP, coordination spécifique grand corridor Sud-Est et travail en réseau de compétences TEI, etc.)	3.5.1. Nombre d'outils de coordination élaborés, opérationnels et utilisés dans le cadre de l'appui	3.5.1. 0 (2023)	3.5.1. à déterminer (2028)	3.5.1. Rapports projet	

* Indicateur du MIP ** Indicateurs du GERF (ou EURF pour le cas du MIP)

4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec Madagascar.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de **84 mois** (7 ans) à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

s/o

4.4 Modalités de mise en œuvre

4.4.1 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

La présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission au moyen des critères suivants: engagement de long terme dans le secteur de l'environnement, capacité opérationnelle et financière à mettre en œuvre les activités définies, règles d'éthique solides et reconnues en matière financière, transparence, participation avérée aux Fonds de la FAPBM, capacité d'établissement d'un cadre partenarial permettant de couvrir l'ensemble des objectifs de l'action.

La mise en œuvre par cette entité implique :

OS1 : Renforcer le fonctionnement du système des aires protégées de Madagascar (SAPM).

OS2 : Renforcer les services écosystémiques, la résilience et l'adaptation des communautés riveraines des zones périphériques des AP terrestres et marines ciblées.

OS3 : Le système de gouvernance des AP est renforcé à long terme.

4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVDCI – Europe dans le monde).

L'ordonnateur compétent de la Commission étend l'éligibilité géographique pour les interventions de la présente action en appui au Fonds d'urgence de la FAPBM (principalement dans le cadre de la lutte contre les feux).

4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'Union (montant en EUR)
OG : Améliorer la gestion durable et inclusive des ressources naturelles terrestres et marines à Madagascar	
<i>Produit (OS1) : Renforcer le fonctionnement du système des aires protégées de Madagascar (SAPM).</i>	
Gestion indirecte avec une même entité chargée de l'exécution – voir section 4.4.1	20 000 000
<i>Produit (OS2): Renforcer les services écosystémiques, la résilience et l'adaptation des communautés riveraines des zones périphériques des AP terrestres et marines ciblées</i>	
Gestion indirecte avec une même entité chargée de l'exécution – voir section 4.4.1	9 000 000
<i>Produit (OS3) Le système de gouvernance des AP est renforcé à long terme</i>	
Gestion indirecte avec une même entité chargée de l'exécution – voir section 4.4.1	6 000 000
Audits ²⁶	0
Evaluations ²⁷	0
Totaux	35 000 000

4.7. Structure organisationnelle et responsabilités

<p>a) Coordination au sein de l'action</p> <p>Afin de promouvoir une coordination efficiente, une proactivité et une bonne visibilité institutionnelle de l'action, un comité de pilotage (COPIL) sera mis en place.</p> <p>L'assistance technique dédiée appuiera les ministères techniques et institutions concernées par cette action et les autorités locales dans l'organisation et l'animation de ce COPIL et des groupes de travail spécifiques qui pourraient être constitués à l'issue de décisions du COPIL.</p> <p>Le COPIL, constitué par les représentants de toutes les parties prenantes de l'action (maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, entités de mise en œuvre, autorités locales, services techniques déconcentrés, ministères sectoriels, représentant des gestionnaires, bénéficiaires, éventuellement représentants des programmes connexes, etc.) se réunira annuellement et son secrétariat sera assuré par l'Assistance Technique. Ce comité permettra d'apprécier l'avancement de l'action, de présenter d'éventuels défis et enjeux à relever et de statuer sur des décisions stratégiques à prendre. Une représentation des bénéficiaires sera aussi invitée à prendre part à ce COPIL pour ensuite restituer le contenu des discussions et des décisions prises au plus grand nombre de bénéficiaires sur le terrain.</p> <p>Selon les évolutions du contexte technique, politique, institutionnel et financier, la tenue de COPILs extraordinaires pourra être envisagée.</p> <p>La Délégation de l'Union européenne à Madagascar (DUE) pourra par ailleurs assister à titre d'observateur aux réunions des contributeurs au capital de la FAPBM, et à titre consultatif aux réunions des partenaires techniques et financiers de MNP.</p>
--

²⁶ Intégrés dans les frais administratifs de l'entité en charge de l'exécution.

²⁷ Intégrés dans les frais administratifs de l'entité en charge de l'exécution, sur base de tdr préalablement approuvés par la Délégation UE à Madagascar

Enfin, une **réunion mensuelle** (au minimum) sera organisée entre la DUE et l'entité en charge de la mise en œuvre et/ou l'assistance technique afin de mettre en place un suivi rapproché des activités, d'aligner les activités avec le dialogue politique et sectoriel, d'assurer la coordination avec les PTF, etc.

b) Coordination avec le niveau central

L'assistance technique dédiée à l'action sera également en charge du lien direct avec les niveaux centraux des ministères en charge des secteurs concernés (Ministère en charge de l'environnement (actuellement dénommé Ministère de l'Environnement et du Développement Durable – MEDD –), Ministère en charge de la pêche, (actuellement dénommé Ministère de la Pêche et de l'Économie Bleue – MPEB –), etc.) pour assurer la retro-information, la remontée des enjeux et des défis à relever et suggérer des mesures de remédiations, proposer des actions de facilitation pour assurer la bonne mise en œuvre des actions planifiées, comprendre des besoins éventuels en termes de politiques et de stratégies sectorielles à soutenir.

4.8. Conditions préalables

S.O.

5 MESURE DES PERFORMANCES

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi et de contrôle interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport fournit un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (produits et réalisations directes) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données :

Une harmonisation du Système de Suivi et Evaluation de l'action sera fait en amont via l'utilisation d'indicateurs communs et d'indicateurs spécifiques entre la FAPBM et l'ensemble des gestionnaires d'AP concernés.

Une baseline sera conduite au cours de la première année de l'action afin de déterminer les indicateurs de suivi et de recueillir les valeurs de référence.

Une fréquence raisonnable de transmission des diverses fiches de suivi des indicateurs (harmonisées entre eux) sur l'ensemble des activités à l'assistance technique sera définie.

L'AT consolidera les données reçues par les partenaires de mise en œuvre dans le SSE qui permettra de réaliser un suivi des aspects techniques et financiers de l'action et élaborera des rapports d'avancement périodiques (sur une base annuelle) ainsi que les rapports finaux. Chaque rapport devra présenter un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, les difficultés rencontrées, les changements introduits, ainsi que le degré d'atteinte des résultats mesurés par les indicateurs correspondants, sur la base du cadre logique. Le suivi sera basé, dans la mesure du possible, sur des indicateurs ventilés par sexe (minimum), âge et handicap et prendra en compte le renseignement des indicateurs spécifiques au système de l'UE.

Des études d'impact sur l'évolution de la déforestation, de la biodiversité et du bien-être des communautés (niveau de satisfaction, redevabilité, plaintes, sensibilité au conflit, niveau d'appropriation) seront menées sur la base d'enquêtes régulières afin de renseigner l'efficacité, la pertinence de l'action, de mieux cerner les possibles risques et de réorienter les actions du programme, au besoin. Les résultats afférents seront partagés aux COPIL.

Le suivi de l'action contribuera aussi au suivi plus large de la TEI Pacte vert.

5.2 Évaluation

Compte tenu de la nature de l'action, une évaluation à mi-parcours sera effectuée pour la présente action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants. Cette évaluation sera mandatée par l'entité en charge de l'exécution, avec une validation ex-ante des termes de référence par la DUE et une priorisation d'évaluation conjointe dans le cadre de la TEI Pacte vert, dans la mesure du possible pour fournir une vue d'ensemble de l'action dans le cadre de l'impact plus large de l'initiative.

Elle sera réalisée à des fins de résolution des problèmes et d'apprentissage, en particulier en ce qui concerne les innovations en termes de mécanismes financiers pouvant être mises en œuvre pour améliorer la durabilité des acquis et une pérennisation des financements du SAPM, et d'intégration conservation/développement.

Selon les mêmes procédures, une évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que l'action mobilise un dispositif unique de financement de la conservation en Afrique.

Les rapports d'évaluation peuvent être communiqués aux partenaires et aux autres principales parties prenantes, en application des bonnes pratiques en matière de communication des évaluations²⁸. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analysent les conclusions et les recommandations des évaluations et, le cas échéant, apportent les adaptations nécessaires.

Le financement des évaluations est inclus dans le contrat conclu avec l'entité en charge de l'exécution.

5.3 Audit et vérifications

Les audits périodiques sont inclus dans le contrat conclu avec l'entité en charge de l'exécution.

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique sera adoptée.

Conformément au document «Communiquer et accroître la visibilité de l'UE – Orientations relatives aux actions extérieures», publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

²⁸ Voir les bonnes pratiques en matière de communication des évaluations.

Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra :

d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte rendu efficaces des performances;

de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations);

de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme (cochez l'une des quatre options suivantes);

Niveau action (appui budgétaire, financement mixte)		
<input type="checkbox"/>	action individuelle	action présente : tous les contrats pour cette action
Niveau Groupe d'actions (cas complémentaires, différentes phases d'un même programme)		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'actions	Références des actions (CRIS#/OPSY#) :
Niveau Contrat		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Modalité de gestion indirecte avec l'entité de mise en œuvre (voir 4.4.1. et 4.6.)
	(...)	
Niveau Groupe de contrats (série de devis-programmes, cas où une action comprend par exemple quatre contrats et où deux d'entre eux, un contrat d'assistance technique et une convention de contribution, visent les mêmes objectifs et se complètent)		
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	